

# LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 21 MAI 2014

## SOMMAIRE

- 1) La famille
- 2) JLM-MLP ??
- 3) Rien ne va plus
- 4) Nationaliste et...
- 5) Il faut lutter contre le...
- 6) Il prédit le remplacement de...



G.Diez La Presse en Revue

## I) Loi famille : les féministes s'inquiètent pour les victimes de violences



Devant l'Assemblée, lundi. Les militantes ont notamment demandé la reconnaissance de la violence économique (non-paiement de la pension alimentaire, abandon d'un des parents), absente des textes de loi. (Photo François Guillot. AFP)

Une cinquantaine de féministes se sont rassemblées près de l'Assemblée nationale lundi soir pour réclamer une meilleure prise en compte des violences familiales dans la loi sur «l'autorité parentale et l'intérêt de l'enfant».

Alors que débutait la première lecture du projet loi sur «l'autorité parentale et l'intérêt de l'enfant» ce lundi soir, à l'Assemblée nationale, pancartes et mégaphone étaient de sortie, à deux pas de l'hémicycle. A l'appel d'une vingtaine d'associations féministes, environ 50 personnes se sont réunies place du Président-Edouard-Herriot pour exprimer leurs doutes, et leurs inquiétudes.

Selon elles, le texte, en l'état, ne protège pas suffisamment les femmes et les enfants victimes de violences physiques ou économiques après la séparation des parents. Sur quatre points en particulier : le nouveau principe de double domiciliation de l'enfant, les séances de médiation obligatoires entre les deux parents, le renforcement des sanctions en cas de non-représentation d'enfant et le co-accord pour les actes usuels et importants (changement d'établissement scolaire, déménagement). «Le projet de loi remet en cause la liberté d'aller et venir, a dénoncé une jeune mère. Personnellement, j'ai dû fuir un ex-conjoint violent et harcelant. Avec cette loi ça n'aurait pas été possible.»

### **Demande d'exception pour les victimes de violences**

«Si, à chaque fois, une femme doit demander l'autorisation à son agresseur pour faire quelque chose, elle ne s'en sort pas, a martelé Françoise Brié de la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF). La question des violences faites aux femmes n'est pas assez abordée. Il y a un risque de maintien de la violence après la désunion du couple.» Un constat partagé par la députée communiste Marie-George Buffet, venue rassurer les militants : «Certains articles mettent en danger les femmes. On a entendu le discours de la ministre et de la rapporteure, maintenant il va falloir passer des intentions aux actes en adoptant les amendements relatifs à cette question.» Plus tôt dans la journée, la secrétaire d'Etat chargée de la Famille, Laurence Rossignol, avait affirmé qu'il fallait «à chaque article, chaque amendement» se poser la question de la protection des victimes.

Divorcées, séparées, victimes de violences ou

simples militant(e)s féministes, toutes et tous ont demandé d'une même voix une exception pour les conjoints et enfants victimes de violences et un examen au cas par cas de chaque situation. «La médiation systématique, c'est du pain béni pour les pères violents, qui vont tout faire pour garder l'emprise sur leur ex-conjointe» s'est inquiétée Emmanuelle, militante à SOS les mamans.

Des adoptions d'amendements en bonne voie

Concernant les séances de médiation, les associations semblent d'ores et déjà avoir été entendues. Le 6 mai, la Commission des lois a adopté un amendement exemptant de médiation les parents et enfants victimes de violences. «Nous allons être très vigilantes pendant ces trois jours de lecture» ont néanmoins prévenu les représentantes des collectifs.

D'autres modifications portant sur la question des violences physiques et économiques ont été soumises à lecture avant le début des débats, notamment par la délégation aux Droits des femmes de l'Assemblée. Mardi matin, la rapporteure Marie-Anne Chapdelaine (PS) se voulait rassurante : « Les amendements sont soutenus par la rapporteure, le groupe socialiste et le groupe de Marie-George Buffet. Ils seront adoptés, c'est sûr. Sinon c'est à désespérer de l'Assemblée nationale.» Reprise des débats mardi en fin d'après-midi.

Sasha MITCHELL

liberation.fr

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## II) Jean-Luc Mélenchon / Marine Le Pen : ce qui les rapproche et ce qui les sépare

Alexandre Devecchio



Crédits photo : PATRICK HERTZOG/AFP



Laurent Bouvet est professeur de théorie et d'histoire des idées politiques à l'université de Versailles-Saint-Quentin (UVSQ), directeur de l'Observatoire de la vie politique (Ovipol) à la Fondation Jean-Jaurès. Son dernier ouvrage, *Le Sens du peuple. La gauche, la démocratie, le populisme*, est paru aux Éditions Gallimard.

**«Parfois, Jean-Luc Mélenchon peut avoir raison. Parfois. Dans le constat, pas dans les solutions, j'ai remarqué.»** a déclaré Marine Le Pen sur RTL. Sur le plan idéologique, existe-t-il des points de convergence réels entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Lesquels?

Des points de convergence idéologiques, le mot est assurément trop fort. D'autant que Marine Le Pen dans la déclaration que vous mentionnez précise bien qu'il n'y a, «parfois», que des constats communs entre Jean-Luc Mélenchon et elle.

Il s'agit d'ailleurs, ici, d'une condamnation des banques et de la finance à travers «l'affaire Kerviel». Le rejet du système du capitalisme

financier et de ses conséquences en termes d'organisation bancaire notamment est partagé bien au-delà des deux responsables politiques précités. Le clivage ne passe plus entre droite et gauche, ou extrême droite et extrême gauche en la matière mais entre les responsables politiques qui cherchent à aménager (ou à réguler) plus ou moins les conditions de l'économie mondialisée contemporaine, et ceux qui en rejettent le principe même au nom de différentes conceptions idéologiques.

*S'il peut y avoir une forme de concurrence sur les questions économiques et sociales, il n'y en a en revanche aucune sur les questions dites « culturelles » ou identitaires, sur lesquelles l'affrontement reste total.*

**On se souvient aussi de leur opposition frontale lors de la présidentielle de 2012. Quels sont les points qui les divisent profondément?**

Leur affrontement parfois violent s'inscrit dans deux cadres différents. Le premier tient à la tradition du combat politique virulent entre extrême gauche et extrême droite. Tradition ancrée dans l'histoire et sans cesse renouvelée

d'époque en époque. Le second est plus récent et plus difficile à cerner. Il s'agit d'une forme de concurrence ouverte à propos des questions économiques et sociales et de la défense des catégories populaires.

L'évolution récente du Front national sur ce terrain et les progrès électoraux réalisés par le parti de Marine Le Pen depuis 2012 ont nourri l'affrontement entre les deux leaders - qui ont accepté et intégré même les nécessités de la «présidentialisation» inhérente à la Ve République dont ils sont pourtant des critiques sur le plan institutionnel.

### **Dans quelles traditions politiques et philosophiques s'inscrivent-ils respectivement?**

Des traditions extrêmement (sans mauvais jeu de mot) éloignées. Celle de l'extrême droite et du populisme qui en émane pour le FN, celle du socialisme internationaliste pour le Parti de gauche (PG).

La nouveauté, c'est que venant de deux points absolument opposés de l'échiquier politique, ils se retrouvent en concurrence, en partie, sur le même terrain électoral. Même s'il faut immédiatement nuancer ce constat, de deux manières. D'abord en constatant que le spectre électoral du FN est plus large que celui du Front de gauche (qui réunit le PG, le PC et quelques autres composantes de la «gauche de la gauche» qui est surtout présent au sein d'un électorat issu du service public). Ensuite en observant que s'il peut y avoir une forme de concurrence sur les questions économiques et sociales, il n'y en a en revanche aucune sur les questions dites «culturelles» ou identitaires, sur lesquelles l'affrontement reste total.

Lors de la présidentielle de 2012, il était intéressant de voir que dans le débat télévisé qui a opposé Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon, il y a eu, au début, sur l'économie et le social, une forme de convergence sur le constat - comme on l'a vu plus haut à propos de Kerviel - mais que la divergence s'est rapidement faite jour sur les solutions, notamment lorsqu'il s'agit pour le FN de prétendre résoudre la crise économique et sociale autour de la fermeture des frontières et du principe de la «préférence nationale». L'internationalisme revendiqué par Jean-Luc Mélenchon ne pouvant accepter un tel principe au nom de la solidarité entre les peuples, les travailleurs... et donc ne pouvant accepter d'étendre le principe du protectionnisme à la liberté de circulation des personnes alors qu'il

peut se montrer, comme Marine Le Pen, donc, favorable à un protectionnisme en matière de circulation des biens, des services et des capitaux.

*Le problème politique de Jean-Luc Mélenchon peut finalement se résumer à cette difficulté : il est perçu, à tort ou à raison, comme le représentant politique d'une partie des « protégés » de la mondialisation alors qu'il tient un discours critique de la mondialisation et qui entend s'adresser à ses « victimes ».*

**Contrairement à Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon échoue en partie à capter l'électorat populaire alors même qu'il prétend s'inscrire dans la tradition de la gauche ouvrière?**

L'explication la plus convaincante est, me semble-t-il, celle qui consiste à interpréter ensemble la question économique et la question «culturelle-identitaire» autour des conséquences sur la France de la mondialisation.

Le vaste processus de redistribution des richesses auquel elle conduit favorise en quelque sorte ceux qui sont «protégés» de ses effets les plus durs ou les plus drastiques: que ce soit en raison de leur niveau de diplôme, de leur «statut» (notamment dans la fonction publique) ou de leur capacité à franchir les frontières et à s'adapter à différents contextes culturels (notamment en raison d'une pluralité de langues). Pour les autres, c'est tout particulièrement le cas dans les catégories sociales les plus modestes des vieux pays industrialisés, l'exposition est plus grande et les risques (chômage, perte de pouvoir d'achat, délocalisation...) plus élevés.

Les «exposés» peuvent dès lors, en comparant leur situation à celle des «protégés», être amers, voire en colère. Particulièrement s'ils perçoivent que les «élites» de leur pays jouent à plein le jeu de la mondialisation et en bénéficient outrageusement tout en leur expliquant que c'est non seulement normal mais une chance pour l'ensemble du pays.

Le problème politique de Jean-Luc Mélenchon peut finalement se résumer à cette difficulté: il est perçu, à tort ou à raison, comme le représentant politique d'une partie des «protégés» de la mondialisation (c'est-à-dire à la fois les agents de la fonction publique qui sont aussi ses électeurs et les migrants dont il défend la liberté de circulation) alors qu'il tient un discours critique de la mondialisation et qui entend s'adresser à ses

«victimes».

Cela limite son potentiel électoral, à la fois parce qu'il est en concurrence avec d'autres partis de gauche (les Verts et le PS) sur ce qui est le cœur de son électorat, et parce qu'il ne mord pas sur les catégories populaires, hors secteur public, qui sont davantage attirées par le discours en partie similaire (contre la mondialisation) et en partie différent (contre l'immigration) de Marine Le Pen.

*En politique, les discours et les actes ont des conséquences, et tout se paie. On paie aujourd'hui, au prix fort, notamment à gauche, 30 ans d'abandon et de mépris d'une partie de la France par l'autre.*

**À l'inverse, le FN, longtemps considéré comme un parti libéral et «poujadiste» est aujourd'hui le premier parti ouvrier et Marine Le Pen a considérablement gauchisé son discours. Dans ces conditions, doit-on toujours considérer le FN comme un parti d' «extrême droite», voire de droite?**

Ce débat sémantique sur la qualification d'extrême droite du parti de Marine Le Pen me paraît, à chaque fois, vain et inutile.

Vouloir à toute force, en en faisant même parfois un enjeu du débat public comme il y a quelques mois, labelliser le FN comme «parti d'extrême droite» ne l'a pas fait reculer électoralement et politiquement depuis 30 ans.

Une fois que l'on a dit que le FN était un parti d'extrême droite et qu'on a rejoué la grande scène des «heures les plus sombres de notre Histoire», qu'a-t-on fait concrètement pour le faire reculer? Pour le combattre politiquement?

Cette forme de politique incantatoire peut faire plaisir aux militants, des partis de gauche notamment, et rassurer à bon compte les «élites» qui ont une prédilection pour le discours performatif en politique, mais cela ne sert quasiment à rien.

C'est même plutôt un frein à l'analyse lucide de la situation et de ce que représente aujourd'hui le FN. Or, pendant ce temps, ce parti continue d'avancer, d'engranger de bons résultats électoraux, de se constituer un réseau d'élus et d'affidés qu'il va même pouvoir maintenant nourrir et entretenir grâce à ses conquêtes locales.

En prétendant depuis des années lutter contre la

«lepénisation des esprits», toute une partie des élites françaises ont nourri la montée électorale et politique du FN dans le pays, participant ainsi à ce qui est le phénomène principal: sa banalisation.

Ce processus a été particulièrement marqué au sein des catégories populaires puisqu'elles ont été à la fois largement délaissées par les politiques publiques (école, culture, ville...) et désignées comme principales responsables des maux du pays.

En politique, les discours et les actes ont des conséquences, et tout se paie. On paie aujourd'hui, au prix fort, notamment à gauche, 30 ans d'abandon et de mépris d'une partie de la France par l'autre.

lefigaro.fr

### **III) Reprendre la main sur l'économie et la finance**

Eric Alt et Hervé Falciani\*

Eric Alt, magistrat et candidat Nouvelle donne aux européennes, et Hervé Falciani, ancien informaticien de la banque HSBC de Genève et candidat du Parti X en Espagne, s'associe pour dénoncer l'inaction des Etats et de l'Union européenne en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. « Les règles, les institutions et les individus qui ont permis les dévoiements de la finance, regrettent-ils dans leur tribune, ne sont pour l'heure pas vraiment remis en cause ».



Bankia, une des principales banques du pays, dirigée par un ex-directeur du FMI, M. Rodrigo Rato, a vendu des produits toxiques à ses employés et même à ses retraités - Andres Kudacki/AP/SIPA

La Commission européenne indiquait en 2012 que près de 1 000 milliards d'euros étaient perdus chaque année dans les 28 pays de l'Union en raison de la fraude et de l'évasion fiscale.

Les droits fondamentaux sont aujourd'hui affaiblis au prétexte de la crise économique. En particulier, la «Troïka» a imposé aux pays du Sud une régression sociale majeure.

Pourtant, nous savons que ce n'est pas la taille des Etats, le montant de leurs dépenses ou des avantages sociaux qui sont à l'origine de la crise, mais au contraire leur faiblesse en matière de régulation et de lutte contre la fraude, aggravée dans certains cas par la corruption des oligarchies dirigeantes.

Ainsi, aux Etats-Unis, la crise des subprimes est en partie la conséquence d'une fraude gigantesque au crédit hypothécaire. En Islande, pays de 320 000 habitants, 100 milliards de dollars se sont volatilisés en 2009, conduisant à la nationalisation des trois principales banques du pays. De même, la faillite de l'Anglo-Irish Bank irlandaise a des origines frauduleuses : 70 milliards d'euros se sont volatilisés, dans un contexte marqué par la confusion des intérêts entre secteur bancaire et autorités publiques. Un cercle d'initiés aurait aussi bénéficié de "prêts cachés" d'un montant considérable.

En Espagne, les scandales financiers se succèdent. Bankia, une des principales banques du pays, dirigée par un ex-directeur du FMI, M. Rodrigo Rato, a vendu des produits toxiques à ses employés et même à ses retraités : ils ont perdu 23 milliards d'euros.

Mais pour la première fois depuis vingt ans, les sommes récupérées par l'administration fiscale ont diminué. Dans de nombreux pays, les moyens pour lutter contre la fraude s'amenuisent. Les enquêteurs n'ont parfois plus les moyens logistiques d'enquêter sur le terrain. En Italie, les agents avancent les frais d'essence et attendent plusieurs mois pour être remboursés.

Nous savons que la dette grecque a été longtemps dissimulée par des moyens frauduleux avant sa révélation en 2010. Ce maquillage résulte principalement de la levée de fonds hors bilan par le biais d'instruments financiers mis au point par la banque Goldman Sachs, qui a perçu 600 millions d'euros à cette occasion.

Et ce n'est pas seulement la faillite de la Grèce qui

qui a entraîné celle de Chypre. C'est aussi la conséquence du système bancaire hypertrophié et opaque développé dans l'île : plus de la moitié des fonds détenus appartenaient à des non résidents attirés par l'absence de contrôle et de transparence.

### **8 000 milliards d'euros placés dans les paradis fiscaux**

Nous savons que tous les Etats européens souffrent d'une fraude fiscale endémique. Selon l'ONG Réseau pour la justice fiscale, 8 000 milliards d'euros seraient placés dans les paradis fiscaux. Nous savons que des banques comme HSBC et UBS ont contribué à soustraire à l'impôt des sommes considérables.

Nous savons que le trading à haute fréquence, pour l'instant soustrait à toute forme de régulation, est riche d'opportunités de fraude et de prédation.

Les principes d'égalité devant la loi et d'égalité devant l'impôt deviennent illusoire.

Et que faisons nous ?

Les règles, les institutions et les individus qui ont permis les dévoiements de la finance ne sont pour l'heure pas vraiment remis en cause. Les Etats et l'Union européenne ont pris des résolutions solennelles mais des mesures modestes.

Les lobbies bruxellois s'emploient toujours à neutraliser les initiatives de l'Union européenne qui pourraient remettre en cause cet ordre établi au profit de quelques-uns. Le renoncement partiel à la taxe Tobin est emblématique de cette situation.

Tout se passe comme si la crise était utilisée comme un levier pour faire passer en force un programme politique qu'il serait difficile de faire accepter dans une période normale.

En d'autres temps, le président Roosevelt avait défini un New Deal, en décidant notamment une politique de grands travaux et une forte augmentation des impôts sur les plus riches et les entreprises. Aujourd'hui, les citoyens européens ne sont pas condamnés à une servitude économique volontaire. Ils peuvent encore utiliser leur vote, le 25 mai, pour reprendre la main.

\* Eric Alt est magistrat et candidat en Île-de-France en troisième position sur la liste du parti Nouvelle donne. Hervé Falciani, lui, est l'ancien informaticien de la banque HSBC devenu célèbre pour avoir fui la Suisse avec des listings de clients étrangers. Il est aujourd'hui candidat du Parti X en Espagne, la formation politique née du mouvement des Indignés.



## IV) Cambadélis : "Marine Le Pen est nationaliste et islamophobe"



Politique 2.0  
Emmanuel Berretta

Le chef de file des socialistes français estime que face à la montée du FN, l'UMP est condamnée à sortir du "ni-ni". Entretien.



Jean-Christophe Cambadélis compte sur le Parlement européen pour accélérer la mise en oeuvre de "l'Europe des peuples". © Éric Fefenberg/AFP

Par Emmanuel Berretta

**Le Point : Lors de votre débat sur i>Télé face à Marine Le Pen, vous avez dit que le Front national ne serait pas en tête dimanche soir, à l'issue du scrutin européen. Combien êtes-vous prêt à miser sur cette assertion ?**

**Jean-Christophe Cambadélis :** (Sourire)... Le FN n'est pas le premier parti de France, mais il peut le devenir. Il est moins implanté que le Parti

communiste, l'UDI, les écologistes, et je ne parle même pas du Parti socialiste et de l'UMP. Le FN n'est fort que de l'abstention et, selon qu'elle sera forte ou basse lors des prochaines élections, il sera en bonne ou moins bonne position. Le paradoxe, c'est qu'on a voulu tout interpréter autour de la place du FN, alors que celle-ci n'aura aucun impact sur le plan européen ou national, mais elle abîmera significativement l'image de la France.

**Vous n'avez pas répondu : combien misez-vous ?**

(Rires) C'est bien connu, les hommes politiques ne répondent pas aux questions.

**Vous écrivez dans votre livre, L'Europe sous la menace national-populiste (\*), que le FN s'est transformé en parti nationaliste. Dans votre esprit, le nationalisme et la xénophobie sont-ils jumeaux ?**

Tout à fait ! Le nationalisme est une très, très vieille affaire. Déjà, Voltaire disait : "La grandeur de mon pays, c'est de souhaiter du mal à mon voisin." Le nationalisme, c'est cela. C'est hypertrophier le génie d'un peuple vis-à-vis des autres. Mais au FN, cela se combine avec la glorification des "Français de souche" contre les "Français de papier". Lundi, dans le débat, Marine Le Pen a lâché à propos de l'immigration : "Promenez-vous dans les rues et vous verrez." Dans cette assertion, il y a l'idée que les Noirs, les Maghrebins, que sais-je, ne sont pas à leur place dans le paysage du bocage français.

**Le FN se nourrit aussi de la montée en France des communautarismes. Pourquoi, alors que c'était dans son programme, François Hollande n'a-t-il pas renforcé la laïcité dans la Constitution ? Pourquoi s'est-il privé de cette arme puissante ?**

Je ne pense pas que le communautarisme règne en France. Les lois de la République sont respectées par tous et particulièrement par les musulmans. Puisqu'il s'agit d'appeler un chat un chat, derrière l'orientation du Front national, il y a l'islamophobie. Quant à la laïcité, elle peut ici ou là être remise en cause, mais pas seulement par les musulmans. S'il faut la faire respecter, elle ne doit pas devenir une religion exigeant que chacun abdique la sienne. Si François Hollande n'a pas jugé bon de modifier la Constitution sur ce point, c'est parce qu'il a estimé que rallumer les tensions

n'était pas opportun.

**Si le FN est en tête dimanche soir, pensez-vous que l'UMP sortira alors de sa position du "ni-ni" ?**

De toute façon, l'UMP est condamnée à sortir du "ni-ni". Soit le FN est un parti comme les autres et on ne voit pas pourquoi l'UMP ne s'allie pas avec lui, d'autant que ses militants le réclament. Soit le FN n'est pas un parti comme les autres et donc l'UMP ne peut s'allier avec lui. Mais, dans ce cas, dire que le PS et le FN sont sur le même plan est une thèse qui mérite pour le moins d'être étayée...

**Puisque l'Europe n'avance que par compromis, avec quels hommes de droite ou du centre le PS européen est-il prêt à réformer l'Union européenne ?**

J'espère d'abord que les sociaux-démocrates européens seront majoritaires au Parlement de Strasbourg. Ils pourront s'allier avec les écologistes et après, sur la base du programme adopté par les 28 partis sociaux-démocrates, nous pourrions nous allier sur l'union bancaire, le smic européen, l'harmonisation sociale avec le parti de la gauche européenne de Tsipras. Ensuite, nous pourrions approfondir la construction européenne avec les amis de Guy Verhofstadt (ce qui correspond en France aux centristes de l'UDI, NDLR).

**Le Parti socialiste est-il encore crédible quand il parle de changer l'Europe, alors qu'il a, au Parlement, voté le traité de stabilité négocié par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel sans en changer une ligne ?**

Deux réponses. Le PS estime que le traité de stabilité a été augmenté par des dispositions qui en ont modifié la nature, comme la garantie jeunesse, le début des investissements européens et le comportement de la Banque centrale européenne dans le rachat de la dette des États. Mais je concède que ce n'est pas suffisant. Si le Conseil européen est un lieu de compromis entre les gouvernements souvent de droite, le Parlement européen est le lieu politique pour faire évoluer la lecture des traités. Les traités disent "stabilité" et "croissance", mais cela s'est transformé en austérité et rien, ou si peu, n'a été fait pour la croissance...

**Que sont devenus, par exemple, les 120**

**d'euros pour la croissance en Europe dont parlait François Hollande l'an dernier ?**

On a l'impression qu'il suffit de vouloir pour pouvoir en Europe. Nous ne sommes pas seuls. Tout est obligatoirement négocié avec des Anglais qui refusent toute évolution économique et des Allemands sourcilleux sur les déficits. Sans compter toute une série de pays qui ont d'autres opinions... Donc, en Europe, on avance à pas de tortue. C'est le principal problème de la Constitution européenne. Le Parlement est la seule instance de nature à pouvoir secouer les lourdeurs de Bruxelles et à accélérer l'Europe des peuples.

**Quelles sont, de ce point de vue, les trois principales propositions de votre candidat, Martin Schulz, à la présidence de la Commission ?**

D'abord, rompre avec l'ordo-libéralisme qui consiste à appliquer les traités sans prendre en compte la situation des peuples. La règle des 3 % a été élaborée avant la crise de 2008. On ne peut appliquer ces 3 % tels quels dans la crise. S'il faut un ou deux ans de plus pour que la France rentre dans les clous, avec Martin Schulz à la Commission, elle les aura. La dotation française au budget de l'Europe, de l'ordre de 20 milliards d'euros, pourrait être déduite des 3 %. Enfin, pour relancer la croissance, l'Europe dépenserait dans l'énergie, les infrastructures numériques et la recherche. Ces investissements d'avenir seraient financés par la montée en charge de la taxe sur les transactions financières. Enfin, pour lutter contre le dumping social et fiscal entre les États européens, un traité social serait élaboré de manière à intégrer un smic européen. On éviterait ainsi cette concurrence vers le moins-disant social.

**François Hollande a changé trois fois de ministre des Affaires européennes en moins de deux ans. Une telle désinvolture, est-ce bien sérieux au regard de l'enjeu de cette élection ?**

Historiquement, le ministre des Affaires européennes français est subordonné au domaine régalien du chef de l'État, à l'action du Premier ministre et au ministre des Affaires étrangères. Ce n'est pas un ministre majeur, même s'il a un rôle important de liaison avec d'autres capitales. Je le regrette. J'ai défendu l'idée que le deuxième rang protocolaire du gouvernement, avec le Premier ministre, devait être le ministre des Affaires



européennes. Je n'ai pas été entendu.

(\*) *L'Europe sous la menace national-populiste*, de Jean-Christophe Cambadélis. L'Archipel. 120 pages. Prix : 12 euros.

lepoint.fr

## V) Les programmes à la loupe : lutter contre le dumping social et la fraude fiscale

Par Dan Israel

**Cette dernière semaine de campagne des européennes, Mediapart compare les programmes des principaux partis.**

Que faire pour éviter le dumping social et la compétition des bas salaires en Europe ? Comment mettre un terme à l'évasion fiscale ? Faut-il instaurer une taxe sur les transactions financières (TTF) ? Ces trois questions sont les grandes absentes des programmes du parti populaire européen (PPE, conservateur) et des libéraux (centre) : le PPE est muet sur les trois points, concédant seulement sur le premier qu'il convient de « créer une économie sociale de marché pour concilier la liberté et la solidarité », sans précision. Les libéraux, eux, entendent au contraire soutenir « la mise en place de cadres financiers et fiscaux avantageux afin d'encourager la création de nouvelles entreprises », arguant que « l'investissement doit être le bienvenu en Europe ».

Les deux formations européennes restent en revanche totalement silencieuses sur la TTF, tout comme sur la question des paradis fiscaux et de l'art de certains contribuables, particuliers et entreprises, de s'exonérer du paiement de l'impôt. Les libéraux n'ont jamais caché leur réticence à légiférer sur des mécanismes qu'ils considèrent comment étant inhérents à la mondialisation. Les conservateurs, eux, sont bien plus gênés aux entournures : leur chef de file, candidat déclaré à la tête de la Commission, n'est autre que Jean-Claude Juncker, qui a dirigé dix-huit ans le Luxembourg, trou noir européen de la finance, classé fin 2011 parmi les pays « non conformes »

en matière de transparence et d'échange d'informations fiscales. Ce que Ska Keller, la tête de liste des Verts, n'a pas manqué de lui lancer au visage lors d'un récent débat, sans l'émouvoir outre-mesure.

Dans le cadre de la campagne hexagonale, l'UMP et l'UDI ont bien pris soin de remédier aux carences des partis auxquels ils sont affiliés en Europe. L'UMP appelle à « mettre fin au dumping social et fiscal » et à instaurer des conditions de concurrence loyale entre les 28 pays de l'Union. Pour autant, elle ne va pas plus loin que la défense de « l'application des améliorations adoptées sur le détachement des travailleurs », pourtant bien minces. L'UDI pousse davantage l'initiative, en proposant que « l'employeur paie, dès 2014, les charges sociales du pays dans lequel il emploie le salarié ». Pour « accélérer la lutte contre l'évasion fiscale, la fraude fiscale et les paradis fiscaux », elle appelle aussi à la création d'un « corps européen de procureurs financiers » (tout comme les Verts).



Des ouvriers portugais sur un chantier près de Clermont-Ferrand, fin 2012. © Rachida El Azzouzi

Les deux partis français ne s'attardent en revanche pas sur la taxe sur les transactions financières. Tout juste l'UDI propose de « consacrer une part substantielle » de la taxe « aux politiques de développement » en direction des pays pauvres. Il est vrai que le sujet est délicat... Comme Mediapart le constatait récemment, le projet d'une taxe européenne ne cesse, mois après mois, d'être raboté. Des 57 milliards d'euros de collecte initialement attendus, on est passé à moins de 5 milliards. Et les dix pays se disant prêts à se lancer ont fixé à janvier 2016 l'entrée en vigueur d'une version a minima de cette taxe, sans parvenir encore à en définir les contours exacts.

Sans grande surprise, le parti socialiste (PSE),

les Verts, la gauche unitaire européenne d'Alexis Tsipras et Nouvelle Donne s'entendent, eux, sur les grandes lignes : salaire minimum, minimas sociaux, mise en place de la TTF. Et tous appellent au contrôle plus strict des paradis fiscaux et des techniques d'optimisation fiscale agressive employées par les grandes entreprises pour éviter l'impôt. Sur ces sujets, seuls varient les degrés de radicalité dans les propositions ou de sévérité dans les condamnations.

Quand la GUE entend bloquer « tout mouvement de capitaux allant vers un paradis fiscal, y compris au sein de l'UE », et que Nouvelle Donne appelle à « refuser l'accès aux marchés publics aux entreprises utilisant les paradis fiscaux », les socialistes demandent plus sagement de s'attaquer « au secret bancaire dans l'UE et dans le monde dans sa globalité », un chantier que l'Europe, l'OCDE et les États-Unis ont déjà fait considérablement avancer cette année (de même que le combat contre l'optimisation fiscale, pris en main par l'OCDE). Et quand le PSE exige d'introduire « des salaires minimaux décents en Europe », il précise bien que ce serait « en fonction du niveau de vie de chaque pays ».

À propos de la TTF, le PSE se contente de proposer d'accélérer sa mise en application, sans toucher à son périmètre. Toutes les autres formations de gauche souhaitent l'élargir. Les Verts préconisent même « que les recettes générées par cette taxe soient entièrement et directement affectées au budget européen ».

Dans une déclinaison logique de son « Non à l'Europe », le **Front national** dénonce quant à lui avant tout la directive sur les travailleurs détachés. Mais ne dit mot sur la TTF et les paradis fiscaux.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## Ouverture d'une information judiciaire sur de possibles détournements de fonds au profit de sénateurs UMP



© AFP

Le Parquet de Paris vient d'ouvrir une information judiciaire sur de possibles détournements de fonds opérés au profit de plusieurs sénateurs UMP, révèle mardi Le Parisien/Aujourd'hui en France.

"Le Parquet de Paris vient d'ouvrir une information judiciaire pour des faits de "détournements de fonds publics", "abus de confiance" et "blanchiment", assure le quotidien.

Ce dernier précise que l'instruction a été confiée au juge René Cross et qu'elle fait suite à une enquête préliminaire de plusieurs mois, menée par des policiers de la brigade de répression de la délinquance astucieuse (BRDA). Les policiers de la BRDA ont été chargés d'enquêter sur cette affaire après un signalement de la cellule antiblanchiment Tracfin.

Au coeur de cette affaire, apparaissent deux associations de loi 1901, l'Union républicaine du Sénat (URS) et le Cercle de réflexion et d'études sur les problèmes internationaux (Crespi), écrit le journal.

Le service Tracfin "avait adressé, au mois de juin 2012, un rapport au procureur de la République de Paris, après avoir repéré des flux financiers suspects entre les comptes de l'URS et ceux du Crespi", selon un proche de l'affaire, rapporte le quotidien.

Selon, les premières investigations, l'URS, dont le

siège est situé à Saint-Valérien (Yonne) a perçu des fonds de la part du groupe UMP du Sénat, versés par la questure de la chambre haute, avant de les rétrocéder à ses membres.

Les détournements de fonds pourraient s'élever à près de 400.000 euros en l'espace de deux ans, toujours de même source.

publicsenat.fr

## VI) Européennes: Le Pen père prédit le «remplacement» des populations françaises



Le président d'honneur du FN, Jean-Marie Le Pen, qui fêtera ses 86 ans en juin, rempile. Eurodéputé sortant, il conduit la liste FN dans le Sud-Est. | (LP/DELPHINE GOLDSZTEJN.)

Jean-Marie Le Pen se pose désormais en «lanceur d'alerte», d'autres y verront le prétexte à un nouveau dérapage. Lors d'une réunion publique à Marseille mardi soir dans le cadre de la campagne pour les européennes, le président d'honneur du FN, 86 ans en juin, a dit craindre un «remplacement des populations» françaises par celles issues de l'immigration.

Un thème en vogue à l'extrême-droite, développé notamment par l'écrivain Renaud Camus.

Mais c'est peu avant son discours devant les militants, alors que le vieux leader frontiste se trouvait en petit comité, qu'il a livré le fond de sa pensée. Alors qu'il évoquait «l'explosion démographique dans le monde» et «le risque de submersion de la France par l'immigration», le maire FN de Cogolin (Var) Marc-Etienne Lansade a glissé «qu'il n'est jamais trop tard». «Il n'est jamais trop tard, mais il est bien trop tard quand

même», lui a alors répondu Jean-Marie Le Pen, en présence de deux journalistes de l'AFP. Avant d'ajouter : «Monseigneur Ebola (NDLR: la fièvre hémorragique qui ravage certains pays d'Afrique) peut régler ça en trois mois».

Un peu plus tard, devant 1500 partisans réunis au Parc Chanot de la cité phocéenne, Jean-Marie Le Pen devait poursuivre sur sa lancée. «Dans notre pays et dans toute l'Europe, nous avons connu un phénomène cataclysmique : l'invasion migratoire dont nous ne connaissons mes chers amis aujourd'hui que le début du commencement», a lancé, très acclamé, le candidat aux européennes dans la circonscription Sud-Est . «Cette immigration massive risque de produire un véritable remplacement des populations si nous n'arrivons pas assez tôt au pouvoir pour mettre un terme à la politique de décadence menée depuis des décennies», a-t-il prédit.

Et d'ajouter: «Cette immigration est le fruit de l'explosion démographique et du fait que dans le même temps, la production des biens n'a pas connu la même courbe. On gagne 20 euros par mois au Népal, 40 euros au Bangladesh, 100 millions d'habitants vivent avec un dollar par jour dans le triangle du delta du Nil, en Egypte.» Et Jean-Marie Le Pen de faire les comptes : «Il y a 735 millions d'habitants en Europe. En face, il y en a 7 milliards».

D'après lui, «l'Europe n'est plus qu'un radeau de la méduse dans lequel nous avons de l'eau jusqu'à la poitrine». Puis de lancer, martial, devant un public acquis: «Le problème qui nous est posé est extraordinairement difficile. Il nécessitera le sursaut de tout un peuple, la volonté de se défendre et de défendre notre liberté, notre vie et celle de nos enfants et de nos petits-enfants».

Et de revenir sur son thème favori : l'islamisme. Comme lors de sa précédente campagne des européennes, toujours à Marseille. Ce «phénomène d'immigration massive est aggravé chez nous par un fait religieux : une grande partie de ces immigrés sont des musulmans, une religion qui a une vocation conquérante, d'autant plus conquérante qu'elle se sent forte et qu'ils se sentent nombreux. Elle va jusqu'à conquérir jusque dans nos propres rangs --pas au FN mais en France-- de nombreux et nouveaux fidèles».

«Cette immigration pèse d'un poids écrasant sur notre économie et notre société. L'immigration ne rapporte pas 20 milliards par an, elle coûte 100

milliards par an», a-t-il accusé. Cette question de l'immigration a été, selon lui, «encore aggravée par la mise en oeuvre d'une fausse bonne idée, une erreur tragique, qui a été la volonté absurde et l'avenir le démontrera, criminelle, de créer des Etats-Unis d'Europe (...)». Puis il s'est félicité: «Votre président d'honneur s'honore d'avoir eu la lucidité en 1957 de voter au Parlement français contre le traité de Rome».

Sa fille Marine, qui lui a succédé à la tête du FN, a pris la parole et a loué à son tour «Marseille, toujours à l'avant-garde du pays» qui a fait élire en mars dans le 7<sup>e</sup> secteur un maire frontiste, Stéphane Ravier, sous les applaudissements du public qui scandait : «On est chez nous». «Marseille est le symbole que Schengen est une erreur, une faute, une monstruosité». «Ca suffit, nous voulons redevenir maîtres chez nous !», a lancé Marine Le Pen.

La députée européenne sortante, candidate à sa réélection dans la circonscription Nord-Est, a dénoncé la «trahison» de la gauche, «dont la justification était la défense des pauvres et des exploités». Puis un coup à la droite «qui devait protéger notre identité nationale et notre culture contre les assauts de tous les communautarismes.»

D'après elle, la France est «prise en tenaille par deux mâchoires d'acier: d'un côté, l'importation de cultures étrangères par un flot d'étrangers qui à l'inverse de ceux d'hier veulent (...) imposer le changement de nos comportements et de nos vies. De l'autre, des commissaires européens qui nous imposent dans tous les domaines de la vie quotidienne leurs délires administratifs».

LeParisien.fr - AFP

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**